

**Article Premier:** Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat est autorisé à ratifier l'accord portant création de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (SIFC) signé par la République Islamique de Mauritanie le 30 Mai 2006 à Koweït-City.

**Article 2:** La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée selon la Procédure d'urgence et au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*Fait à Nouakchott, le 28 Décembre 2006*

**Colonel ELY OULD MOHAMED VALL**

*Le Premier Ministre*

**SIDI MOHAMED OULD BOUBACAR**

*Le Ministre des Finances*

**Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidia**

---

**Ordonnance n°2006-051 du 28 décembre 2006 / autorisant le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat à ratifier le Traité International sur les ressources Phytogénétiques pour l'alimentation et l'Agriculture, approuvé par la Trente**

**Unième Conférence de la FAO, tenue à Rome en novembre 2001.**

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a délibéré et adopté;

Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat promulgue l'ordonnance dont la teneur suit:

**Article Premier:** Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat est autorisé à ratifier le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture, approuvé par la Trente

Unième Conférence de la FAO, tenue à Rome en novembre 2001.

**Article 2:** La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*Fait à Nouakchott, le 28 Décembre 2006*

**Colonel ELY OULD MOHAMED VALL**

*Le Premier Ministre*

**SIDI MOHAMED OULD BOUBACAR**

*Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération*

**Ahmed Ould Sid'Ahmed**

*Le Ministre du Développement Rural*  
**Gandega Sylli**

---

**Ordonnance n° 2007-006 du 12 Janvier 2007 portant modification de certaines dispositions de la Loi n° 93.19 du 26 janvier 1993 relative à la Cour des Comptes.**

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a délibéré et adopté.

Le Président du Conseil Militaire Pour La justice et la Démocratie, Chef de l'Etat Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

**Article Premier :** Les dispositions des article 5-10-11-15-34-38-48 et 49 de la loi N° 93-19 du 26 Janvier 1993 relative à la Cour des comptes sont abrogées, modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

**ART5 : (nouveau)** –La Cour des Comptes émet un avis consultatif sur les projets de textes relatifs à l'organisation et au contrôle des finances publiques.

**ART10 :(nouveau)-** Le président de la cour des Comptes est nommé par décret pour un mandat de cinq ans (5) renouvelable une seule fois.

Le Président de la cour des Comptes ne peut être suspendu ou empêché d'exercer ses fonctions avant l'expiration du mandat susvisé sauf dans